

Mutations agro-pastorales, ruralité et développement dans le Sud-Est tunisien

Henri GUILLAUME

Introduction

Le Sud-Est tunisien est depuis l'Antiquité le théâtre de mouvements de populations et de dynamiques complexes d'occupation spatiale marquées par des phases de flux et de reflux de communautés entre les différents types de milieux physiques composant l'espace régional. Cet article, en s'appuyant sur une mise en perspective historique, a pour objet d'analyser les principales mutations des modes d'occupation de l'espace et d'usage des ressources naturelles. L'identification des processus d'anthropisation et d'artificialisation du milieu, des trajectoires d'évolution des systèmes de production conduira à s'interroger sur les composantes actuelles de la ruralité, la viabilité des dynamiques agraires et les conditions d'un développement régional dans le contexte des enjeux environnementaux, économiques et socio-territoriaux auxquels est confronté le Sud-Est tunisien¹.

1. Un environnement naturel contraignant, des milieux différenciés

Le Sud-Est de la Tunisie, qui recouvre les gouvernorats de Médenine (bordé par la Méditerranée) et Tataouine, est situé dans les étages aride

1. Cet article, qui s'attache à produire des éléments de synthèse, s'appuie notamment sur les données et analyses issues de deux importants programmes conduits dans le Sud-Est tunisien :

- « La désertification dans la Jeffara tunisienne : pratiques et usages des ressources, techniques de lutte et devenir des populations rurales » (2000-2004, partenariat entre l'Institut des Régions Arides/Tunisie et l'Institut de Recherche pour le Développement-UMR 151/France, avec la collaboration des Centres Régionaux de Développement Agricole de Gabès et Medenine et le soutien financier du Comité Scientifique français de la Désertification).

- « Programme de développement agropastoral et de promotion des initiatives locales pour le Sud-Est »/ PRODESUD (2003-2010, Fonds International de Développement Agricole / FIDA - Ministère tunisien de l'Agriculture ; travaux de recherche préparatoires 2001-2002).

inférieur et saharien et est soumis à la double influence du climat subtropical sec et chaud du Sahara, d'une part, et du climat méditerranéen tempéré et relativement humide venant du Golfe de Gabès, d'autre part. Ces centres d'influence totalement différents sont à l'origine de variations inter-annuelles importantes des paramètres météorologiques.

Globalement, la zone se caractérise par une période estivale stable et calme et une période hivernale irrégulière, dont les conséquences sont susceptibles de ramener sur la région des sécheresses ou des événements pluvieux et orageux. Ce régime climatique est caractérisé par :

- la faiblesse et l'irrégularité des précipitations (avec un gradient pluviométrique nord-sud allant en moyenne de 200 mm à 100 mm), avec des périodes de sécheresse récurrentes qui constituent une donnée structurelle de l'écosystème régional ;
- de grands écarts des températures ;
- des vents fréquents, souvent chargés de sable et particulièrement chauds en été lorsqu'ils soufflent du Sahara ;
- une humidité relative constante et moyennement faible ;
- une grande évapotranspiration variant de 750 à plus de 1200 mm/an.

Le faible degré de recouvrement de la végétation, l'exposition de la zone aux vents et la nature des sols (qui sont souvent de faible profondeur, peu structurés et avec une très faible capacité de rétention) sensibles à l'érosion éolienne, constituent autant de facteurs qui affectent négativement un bilan hydrique déficitaire.

Dans ce contexte climatique, les ressources en eau sont relativement limitées, en majorité non renouvelables (nappes profondes) et soumises, comme l'analysent Romagny et Palluault dans cet ouvrage, à une exploitation accrue et des concurrences intersectorielles grandissantes.

L'ensemble de ces contraintes du milieu physique a bien sûr conditionné fortement tout au long de l'histoire les modes de vie développés par les populations locales. Mais un autre facteur influe également de façon décisive sur les modalités d'occupation de l'espace, d'usage des ressources naturelles et sur les systèmes de production. Il s'agit des quatre grandes unités géomorphologiques, caractérisées par des nuances sur les plans pluviométrique et hydro-géomorphologique, qui structurent le Sud-Est tunisien :

- Les plaines, constituées par la Jeffara dans la partie nord-est et par El Ouara dans la partie sud est. Correspondant à la zone la plus basse (altitude inférieure à 200 mètres) et constituées par une zone de remplissage quaternaire, elles sont de grandes zones de parcours excepté, aujourd'hui, la partie littorale de la Jeffara soumise au développement agricole.
- Le bassin intérieur de El Atouf, autre zone de parcours. Cette formation, légèrement plus élevée (entre 200 et 300 mètres d'altitude), comprend une plaine à relief plat monotone parsemée de dépressions endoréiques et une série de plateaux légèrement inclinés vers l'est. Elle comporte les épandages qui s'étendent à partir des piémonts est

de la chaîne des Matmata et de ceux du sud du Jebel Abiodh. Les parcours d'El Atouf sont moins riches que ceux d'El Ouara.

- La chaîne montagneuse des Matmata dont l'altitude culmine à environ 600 mètres et qui est constituée par une série de petits bassins versants le long d'une succession de cuestas crétacées et jurassiques. Elle se prolonge vers l'est, à la latitude de Tataouine, par le Jebel Abiodh et par la chaîne d'Errhech. Ces montagnes ont été de longue date des lieux d'habitat défensif, d'agriculture et ce sont aujourd'hui les zones où l'on rencontre encore les plus fortes densités de peuplement.
- Le Dahar constitué par une série de glaciers et de plateaux qui forment la zone des revers du système des cuestas de Matmata. Ces revers ont une pente vers le sud et vers l'ouest, découpée par de nombreux oueds ; le bas plateau occidental est un reg qui se fond dans les massifs dunaires de l'erg oriental. Le Dahar reste la zone de parcours la plus étendue et bénéficie des apports du réseau hydrographique entaillé dans la surface des revers.

2. Du nomadisme à l'agro-pastoralisme extensif

2.1 Nomadisme et trafic caravanier

Comme déjà évoqué, l'histoire du Sud-Est tunisien est caractérisée par des processus complexes d'occupation et d'usage du milieu naturel (Guillaume et Nouri, 2006). La zone de montagne, en particulier, révèle l'ancienneté des techniques de terrasses et de contrôle des eaux de ruissellement (*jessour*) qui remontent au-delà de la présence romaine au cours de laquelle la valorisation des eaux pluviales a connu un essor considérable (Ben Ouezdou et Troussel, 2004).

Marqué par les conquêtes arabo-musulmanes (qui s'ouvrent vers 650 en empruntant la voie naturelle de passage constituée par la plaine de la Jeffara et connaissent leur apogée au XI^e siècle), puis par des mouvements migratoires aux XV^e-XVI^e siècles (qui induiront la constitution de la confédération des Ouerghemma), le Sud-Est a été durant des siècles un espace voué au nomadisme assorti de foyers à dominante sédentaire et agricole.

Selon l'analyse proposée par A. Hénia dans cet ouvrage, ce nomadisme, qui s'inscrivait dans la dimension saharienne, avait pour objectif premier non pas le pastoralisme mais le commerce caravanier. Les sociétés nomades développaient l'élevage camelin et des capacités guerrières pour assurer leur prééminence sur les échanges entre le Sud et le Nord du Sahara. Ces populations entretenaient des relations avec des communautés d'agriculteurs sédentaires, d'origine berbère, implantées en zone de montagne autour des ksour (greniers collectifs) ou dans les quelques oasis de la région ; ces relations de complémentarité économique (produits de l'élevage, olives, huile, dattes, etc.) s'accompagnaient de liens sociopolitiques de

domination, de clientèle et de protection (*ḡubba*). Ces pôles montagnards existent toujours (Guermassa, Chenini, Douiret, Gattoufa, Toujène, Béni Khédache, etc.), tout en ayant connu des recompositions de leur peuplement et des systèmes de production régionaux dans lesquels ils s'inscrivent désormais.

L'exploitation de l'espace régional s'articulait ainsi entre les parcours des plaines (Jeffara, El Ouara, El Atouf) et du Dahar pour la production pastorale et les vallées et dépressions de la chaîne des Matmata et du Jebel Abiodh pour une petite agriculture de montagne.

Le déclin du commerce transsaharien engagé au tournant des XV^e-XVI^e siècles, puis l'affermissement du pouvoir étatique induisent des changements importants pour les tribus nomades qui privilégient progressivement l'élevage ovin et caprin, réorientent leur maîtrise de réseaux commerciaux vers le Centre et le Nord de la Tunisie (échanges des céréales, huile, dattes, produits d'élevage et textiles), restreignant d'une manière générale l'amplitude de leurs axes de déplacement, tant pour les transhumances pastorales que pour le trafic caravanier.

C'est là l'amorce d'un long processus de passage à un mode de vie dominant caractérisé de manière globale par un système de production agro-pastorale associé à des formes de semi-nomadisme. Ce processus va connaître, à partir du XIX^e siècle, une accélération avec des mouvements de sédentarisation et d'intensification des modes d'usage du milieu liés à l'intervention coloniale française puis à la politique de l'État national.

2.2 L'expansion d'un système de production agro-pastoral

C'est dans le contexte, décrit par A. Hénia, d'affermissement de l'État territorial dans le Sud-Est, cause pour les populations nomades de la perte au cours des XVIII^e et XIX^e siècles du contrôle des réseaux d'échanges des subsistances entre les zones de production du Sud, du Centre et du Nord du pays, que l'agro-pastoralisme extensif devient la clé de voûte du mode de vie de la plupart des populations régionales.

Axé sur l'élevage (ovin, caprin, camelin) et la pratique d'une céréaliculture pluviale épisodique, cet agro-pastoralisme était fondé sur :

- une exploitation extensive de la steppe et de ses ressources, étroitement dépendante des variations spatio-temporelles de la pluviosité ;
- un recours limité aux ressources en eau du sous-sol exploitées principalement via l'utilisation des sources et le creusement de puits de surface ;
- une mobilité des hommes et des troupeaux, qui pouvait couvrir chez certaines populations de très vastes superficies (comme chez les Touazine, Ouled Abdel Hamid, Ouled Slim) ;
- une appropriation collective, dans l'indivision, des espaces de parcours et de labours (terres de statut arch, *ichtiraqiya*), à la différence des terres *melk* objet de cultures plus intensives ;
- des modes de gestion communautaire au niveau des tribus, de leurs

fractions et dans le cadre d'alliances et de solidarités inter-tribales, ce qui n'excluait pas bien entendu compétitions et conflits pour l'accès aux ressources naturelles.

Le système agro-pastoral comportait des cycles annuels de déplacements, d'activités et d'inscriptions territoriales pour lesquels l'occurrence des pluies et leur localisation étaient bien sûr déterminantes pour la conduite des activités et les stratégies de transhumance. De manière générale, le rythme de vie des agro-pasteurs comportait huit à neuf mois de déplacements, de l'automne à la fin du printemps, et environ trois mois de vie plus sédentaire durant l'été. Ce cycle annuel, qui se déroulait selon un mouvement pendulaire entre l'occupation de la steppe et l'installation momentanée dans des îlots de vie sédentaire, s'organisait dans le Sud-Est autour de trois pôles ou secteurs fonctionnels :

– *Les terrains de parcours (Jeffara, El Ouara, El Atouf, Dahar)*

Ces espaces steppiques, dénommés *maraa*, étaient la propriété collective de la tribu mais les fractions avaient l'habitude d'amener respectivement leurs troupeaux dans des zones préférentielles ; ces formes d'inscription spatiale privilégiée restaient néanmoins très souples et flexibles au sein de la tribu afin de répondre aux aléas de la pluviométrie et à la distribution des ressources végétales. Cette souplesse pouvait également intervenir au niveau des relations inter-tribales, au sein bien entendu de la confédération des Ouerghemma dominante dans la région, mais aussi en cas de crise climatique aiguë entre ces derniers et les Béni Zid de Gabès ou les Noail de Tripolitaine, populations avec lesquelles les concurrences territoriales et les conflits guerriers étaient pourtant anciens et fréquents.

– *Les terres de labour*

C'est à l'automne, quand surviennent les pluies, que les communautés quittent leurs zones d'implantation estivale pour se rendre sur les terres de labour, dénommées *ardh mazraa*, et y semer l'orge et secondairement le blé. Le labour est réalisé avec un araire en bois habituellement tiré par un chameau. Ces terres sont appropriées collectivement au niveau de la tribu mais chaque fraction a l'habitude d'exploiter une zone particulière. La reproduction au fil des années de cette inscription spatiale préférentielle est sans doute favorisée par la force de rattachement que représentent les points d'eau constitués par les citernes (*majel*) construites pour recueillir les eaux pluviales. La répartition des lanières de terre à cultiver s'opère sous l'autorité du chef de fraction qui préside à la délimitation de parcelles, puis à leur tirage au sort (Louis, 1979). Ce système n'exclut pas des compétitions et des courses à la terre au moment des premières pluies. La localisation des terres de labour était généralement située dans un rayon plus proche des espaces de fixation estivale que ne l'étaient les terrains de parcours, les fractions tendant à s'éloigner davantage pour rechercher et diversifier les lieux de pâturages. Une fois les semailles et les labours effectués, les champs étaient visités de temps en temps par quelques hommes afin de s'enquérir

de l'état des cultures, éventuellement de semer à nouveau en cas de premières pluies insuffisantes et enfin de décider du début des moissons, qui intervient généralement au mois de mai. Entre temps, les fractions s'adonnaient à la conduite des troupeaux en se déplaçant sur les terrains de parcours.

– Les espaces de sédentarité

Les oasis et palmeraies dans la plaine (en proportion réduite dans le Sud-Est comparativement aux régions du Jérid et du Nefzaoua) et surtout les terroirs montagnards constituaient pour les agro-pasteurs des points d'attache dans le mouvement pendulaire de leur semi-nomadisme. Comme déjà évoqué, ces terroirs étaient exploités par des petites communautés, d'origine principalement berbère, qui y avaient développé l'arboriculture, en particulier les oliviers et les figuiers, accompagnée de quelques cultures céréalières et maraîchères. Cette aridoculture était fondée sur la valorisation des eaux de ruissellement selon les techniques d'aménagement en jessour encore aujourd'hui très pratiquées et particulièrement bien adaptées au relief et aux conditions climatiques peu propices pour l'agriculture. C'est aussi dans ces îlots d'espaces agraires que l'on rencontrait des pratiques d'appropriation privative de la terre (statut *melk*) traditionnellement basées sur la vivification (*ibya*) au travers de plantations. Après les phases de dispersion et de nomadisation sur les terrains de labour et de parcours, les diverses tribus agro-pastorales et leurs fractions venaient ainsi se fixer durant les mois d'été dans ou autour de ces espaces de sédentarité. Elles y entreposaient dans les ksour la plupart de leurs récoltes de céréales et les réserves de fourrage, elles opéraient des échanges et profitaient des sources d'eau, de la fraîcheur des jardins et des produits agricoles. Les troupeaux les plus importants, confiés à des membres des fractions ou à des bergers, se rapprochaient alors des points d'eau des plaines et du Dahar, les chameaux pouvant également se déplacer vers les dépressions salées de steppe halophyte (*sebkha*).

Dans ce contexte, certaines populations agro-pastorales semi-nomades ont progressivement développé en zone de montagne leurs propres cultures de *jessour*, adoptant pour les périodes de sédentarité l'habitat troglodyte caractéristique des communautés sédentaires. Il en est ainsi des Houaya qui occupent la montagne du Jebel Demmer (région de Béni Khédache), surplombant la plaine de la Jeffara, et mènent une activité pastorale importante en disposant d'une aire de mouvance de grande amplitude sur le Dahar et de droits d'usage sur des zones de piémont exploitées notamment comme terres de labour. Il en est de même pour les Ghomrassen des Matmata ou encore les Ouled Chehida et les Ouled Debbab du Jebel Abiodh.

Le recours à une forme de mobilité extrarégionale est également à noter. Comme dans d'autres régions de la Tunisie méridionale et centrale, aride et semi-aride, les populations du Sud-Est pratiquaient une transhumance de bien plus grande amplitude : l'*achaba* qui les conduisait sur de grandes zones de céréaliculture du Centre et du Nord tunisien mais aussi,

pour certaines tribus, en Tripolitaine (pâturages, acquisition de céréales). Compte tenu des grandes distances à parcourir et des hostilités intertribales, il semble néanmoins que le recours à ces transhumances intervenait surtout lors de sécheresse aiguë ou persistante, constituant ainsi une forme de régulation épisodique face à des situations de crise climatique.

Le tableau ci-dessous restitue les principaux cycles d'activités et de mobilité agro-pastorales. Il s'agit là d'un schéma d'organisation dans lequel des variations pouvaient s'inscrire selon les populations et en fonction des différenciations des milieux occupés, des poids respectifs des activités agricoles et pastorales au fur et à mesure du passage à l'agro-pastoralisme, ou encore de la puissance des tribus et de leur position dans le dispositif régional des activités de production et d'échanges.

Schéma des cycles traditionnels d'activités et de mobilité agro-pastorales

Périodes	Types d'activités dominantes	Lieux de résidence	Types d'habitat
juillet ⇒ septembre	rapprochement des troupeaux autour des points d'eau cueillette des figues petit maraichage (<i>jessour</i> , lits d'oueds, oasis) entretien des <i>jessour</i> travail de la laine récolte des dattes (fin août-début octobre)	voisinage des ksour et <i>jessour</i> , des oasis	tentes, huttes et gourbis (plaine, montagne) troglodytes (montagne)
octobre ⇒ début novembre	récolte des olives départ en transhumance pour les labours et semailles	voisinage des ksour et <i>jessour</i> aires de céréaliculture pluviale et parcours	huttes, gourbis, troglodytes tentes
novembre ⇒ fin avril	pastoralisme (et éventuellement semailles plus tardives selon les pluies) tonte des moutons récolte de l'alfa et des plantes fourragères	aires de parcours	tentes
mai ⇒ début juin	moissons	aires de céréaliculture pluviale et parcours	tentes
mi-juin	ensilage des récoltes dans les ksour et les <i>retba</i>	mouvement de retour vers les pôles d'habitat estival	tentes, huttes, gourbis, troglodytes

Enfin, il est à souligner que la caractérisation de ces dynamiques territoriales et productives corrobore la remise en question développée par Albergoni et Pouillon (1976) de la double équation et corrélation : « berbère = agriculteur sédentaire = montagnard » ; « arabe = pasteur nomade = habitant des plaines ». Il s'avère en effet que ces dynamiques

induisent des processus bien plus complexes que cette seule structuration dichotomique qui a conditionné nombre d'études ainsi que des politiques à l'époque coloniale. Le statut de la montagne est au cœur de cette remise en question. Souvent présentée comme inhospitalière, lieu de refuge, espace difficile pour des agricultures refoulées, la montagne peut être au contraire considérée comme un lieu attractif, un pôle de peuplement et de colonisation agricole. La montagne a vu l'implantation de populations agro-pastorales semi-nomades qui, outre le bénéfice d'atouts environnementaux, ont pu également y développer des rapports de domination à l'encontre de communautés d'agriculteurs sédentaires (*jbaliya*). Montagne et espaces de plateaux steppiques voisins constituaient ainsi les supports d'un complexe régional associant, à des degrés divers, activités agricoles et pastorales (Guillaume et Nouri, 2006).

À l'identique de nombreux systèmes agro-pastoraux en zones steppiques du Maghreb, la mobilité spatiale, la flexibilité d'utilisation dans l'espace et le temps des ressources naturelles et de milieux complémentaires permettaient aux agro-pasteurs du Sud-Est de s'adapter aux contraintes du milieu aride et de faire face, bien qu'avec précarité, aux aléas climatiques.

3. Transformation de l'espace rural et trajectoires d'évolution des systèmes de production

3.1 L'artificialisation du milieu et l'intensification des pratiques agro-pastorales

Les dynamiques d'occupation et d'usage du milieu connaissent une véritable rupture avec l'intervention coloniale française à la fin du XIX^e siècle. Visant à assurer un étroit contrôle des populations et des espaces, la politique coloniale se traduit par la rigidification des aires de transhumance, des réformes pour la privatisation des terres collectives, la promotion de l'arboriculture pluviale (en particulier l'oléiculture), le développement d'infrastructures (hydraulique, pistes, etc.) et l'aménagement territorial (création de petits pôles de peuplement et développement d'agglomérations comme Tataouine, Ben Gardane, Zarzis, Médenine).

Cet ensemble d'actions a pour conséquence l'enclenchement d'un processus de déstructuration du mode de vie semi-nomade et une intensification dans les usages de l'espace et des ressources naturelles. Deux évolutions majeures se dégagent :

- la descente progressive des populations montagnardes sur les piémonts et dans les plaines,
- l'expansion de la culture de l'olivier traditionnellement localisée dans les *jessour* des vallées montagneuses, cette colonisation agraire s'opérant à travers le droit de vivification, le système contractuel du *complant* (*mgharsa*) et des achats.

Le mouvement engagé de déstabilisation des systèmes agro-pastoraux

et d'affaiblissement des formes d'organisation sociale traditionnelles génère un processus de précarisation économique d'une frange de la paysannerie. C'est dès cette époque que le recours à la migration, dont on verra qu'elle est devenue structurelle dans le Sud-Est, entre comme composante des stratégies productives familiales.

Les mutations en cours connaissent un nouveau seuil à partir des années 1960-1970 sous l'effet de la croissance démographique et des politiques de l'État tunisien. La période qui s'ouvre voit l'aboutissement de la sédentarisation, l'expansion de l'aménagement territorial (avec une dynamique soutenue en zone littorale sous l'impulsion de pôles touristiques) et l'essor de l'emprise agricole. Cette dernière est favorisée par l'accélération de la privatisation des terres collectives (« apurement foncier » sur la base de lois et décret successifs), la mécanisation ainsi que par des aides publiques à l'oléiculture en sec et une active politique d'aménagements de conservation des eaux et des sols. De nouveaux besoins et critères de vie émergent chez les populations, soutenant par là même les transformations en cours.

Trois grandes évolutions caractérisent l'intensification des pratiques agro-pastorales : l'expansion de l'arboriculture, le développement de l'irrigué, de nouveaux modes de conduite des troupeaux.

– *L'expansion de l'arboriculture en sec*

Elle concerne surtout l'olivier et dans une moindre mesure l'amandier et d'autres arbres fruitiers. Dans le gouvernorat de Médenine, selon les recensements du Centre Régional de Développement Agricole, la progression du nombre d'oliviers entre 1989 et 2004 est de 14% (4 millions au total) et celle des amandiers de 15% (pour atteindre plus de 2 millions de pieds). Si les hommes ont d'abord exploité les lieux les plus appropriés sur le haut des piémonts et de leurs oueds, en reproduisant le système montagnard des *jessour*, ils colonisent aujourd'hui des zones steppiques éloignées des contreforts montagneux et à risque pour l'agriculture en sec (pluviométrie faible et irrégulière, absence d'impluvium naturel et de limons, sensibilité à l'érosion éolienne). C'est en particulier le cas dans la plaine centrale de la Jeffara et plus récemment sur le Dahar au sud du Jebel Demmer où s'ouvrent de nouveaux fronts de colonisation agricole. Des études conduites dans une vaste zone de la Jeffara (dans le gouvernorat de Médenine) ont montré qu'entre 1972 et 1998 la superficie des steppes pures y a régressé de 39% environ, celle des cultures pures augmentant de 270% (Hanafi et *al.*, 2004, Hanafi et Ouled Belgacem, 2006). Il en résulte l'accentuation d'une double évolution : une réduction et une atomisation croissantes des zones de steppe pour le pâturage des troupeaux, une progression de l'arboriculture dans des zones particulièrement exposées aux contraintes du milieu physique et aux aléas climatiques.

Plus au sud, dans le gouvernorat de Tataouine, les parcours restent la principale formation naturelle de la région, lui conservant sa vocation pastorale traditionnelle. Mais l'on y assiste néanmoins à l'amplification du

même processus d'expansion de l'oléiculture en sec au dépens des parcours. Il en est ainsi notamment dans les piémonts est de la chaîne des Matmata, dans les hautes vallées des oueds du revers ouest du Dahar ou encore dans les zones de Bir Lamar et de Smar où l'on se situe à la limite sud de ce type de plantation.

L'inadéquation entre spéculation arboricole et milieu physique explique des performances faibles en terme de production. Dans le gouvernorat de Médenine, la production est de 18,5 kg d'olives par pied en moyenne, 24 kg si l'on ne retient que les arbres en phase de production, soit 75% environ du total. Des variations interannuelles très fortes (entre 42 kg/pied en 1991 et 3,8 kg/pied en 2002) sont enregistrées ainsi que des situations zonales topo-climatiques très contrastées permettant parfois d'obtenir des rendements importants (sur les aménagements en *jessour* notamment). Dans le gouvernorat de Tataouine, la production moyenne d'un pied d'olivier est limitée à 4 kg et à 8 kg si l'on ne retient que les oliviers en phase de production, estimés à 49% du nombre total (ODS, 2003). La période de sécheresse des années 1999-2002 a montré la vulnérabilité des arbres dans nombre de zones (a fortiori des amandiers dont 60% ont déperé dans la plaine centrale de la Jeffara) et combien des apports en eau étaient impératifs pour tenter de sauver les plantations, ce qui était hors de portée financière pour la très grande majorité des agriculteurs qui voient là leur dépendance s'accroître à l'égard de systèmes marchands d'accès à l'eau (Romagny et al., 2003).

L'expansion de l'oléiculture selon le processus en cours peut donc paraître hypothétique dans la mesure où cette spéculation est caractérisée dans une telle région à forte aridité « par de faibles rendements, une qualité déficiente et une rentabilité limitée » (ODS, 2003). Comme on l'a également évoqué, elle induit une fragilisation des activités pastorales (de manière plus marquée dans le gouvernorat de Médenine) ainsi que des risques accrus de désertification (régression de la couverture végétale, ensablement, etc.) amplifiés par l'usage croissant de la charrue polydisques, associé à celui du tracteur, dont on connaît les conséquences écologiques néfastes sur la steppe à une pluviométrie inférieure à 300 mm.

La poursuite de mises en culture dans de telles conditions ne peut sans doute se comprendre, conjointement aux effets des politiques publiques d'aide à la plantation, sans la prise en compte de trois éléments constitutifs des logiques paysannes de mise en valeur du sol (Guillaume et al., 2006) :

- l'objectif d'affirmation de la propriété foncière ;
- l'intégration des aléas climatiques et du temps long dans la constitution du capital arboricole, à la différence de seuls critères de productivité et de rentabilité économique à court terme ;
- la dimension socioculturelle que revêt l'olivier qui est bien plus qu'une seule spéculation agricole et marque d'appropriation foncière ; cet arbre est un symbole d'ancrage à la terre natale et une valeur patrimoniale que l'on veut léguer, constituant ainsi un véritable « lien inter-générationnel ».

Dans le gouvernorat de Tataouine, l'extension de la culture de l'orge vers les terres de parcours (maximale en années à bonne pluviométrie) pose également de graves problèmes de préservation des ressources pastorales et de l'environnement. Constituant essentiel des systèmes agro-pastoraux, dont elle est un instrument de régulation fondamental, elle participe néanmoins à la destruction de la végétation naturelle sur des superficies importantes qui ne seront que très occasionnellement cultivées (PRODESUD, 2002).

– *Le développement de l'agriculture irriguée*

Il s'agit là d'une nouvelle étape dans l'intensification des modes d'exploitation du milieu et donc de la pression exercée par les hommes sur les ressources en sol et en eau. Comme le soulignent Romagny et Palluault dans cet ouvrage, « face aux incertitudes liées aux eaux superficielles, l'accès aux ressources souterraines permet aux agriculteurs de mutualiser les risques agricoles, d'intensifier les productions et de diversifier les systèmes de productions. Le renforcement des politiques de développement rural, l'inflexion des politiques hydrauliques et la meilleure accessibilité technique et financière des modes de captage et d'irrigation ont favorisé un essor de l'irrigation depuis les années 1990 ». Les surfaces agricoles en irrigué couvrent en 2005 environ 5 500 ha dans le gouvernorat de Tataouine et 2 000 ha dans celui de Médenine, ce qui reste très modeste mais la progression est sensible puisque le total de l'irrigué ne dépassait pas 2 000 ha au début des années 1990. Les périmètres peuvent combiner des plantations arboricoles (olivier, palmier-dattier, grenadier, pêcher,...), souvent en bordure de parcelle, et des cultures maraîchères d'hiver et d'été. Les cultures fourragères (orge en vert, luzerne) sont limitées, traduisant un niveau d'intégration élevage-agriculture irriguée qui reste faible, en particulier dans le contexte d'une région comme le gouvernorat de Tataouine à forte vocation pastorale.

L'agriculture irriguée est conduite dans le cadre de périmètres publics autour de forages profonds ou de périmètres privés sur puits de surface essentiellement mais aussi désormais au moyen de forages profonds dont la multiplication depuis quelques années constitue le véritable socle de la dynamique actuelle dans ce secteur agricole.

Le développement de ces périmètres irrigués privés pose un double problème d'ordre environnemental et socioéconomique. Bien que l'agriculture demeure le second secteur d'utilisation des nappes profondes avec moins d'un quart des ressources mobilisées, loin derrière l'alimentation en eau potable et la consommation domestique, sa part ne cesse d'augmenter accentuant ainsi un processus de surexploitation de certains aquifères profonds et de nappes phréatiques (nappes de Jorf, Zeuss-Koutine, grès de Trias dans le gouvernorat de Médenine ; nappe de l'oasis d'El Ferch dans le gouvernorat de Tataouine). L'arrêt des subventions accordées aux aménagements hydrauliques ou la délimitation de périmètres de protection de nappes déjà surexploitées donnent lieu à des pratiques de contournement et de creusage de puits non déclarés, signe de la forte pression sociale pour

l'accès à l'eau à des fins agricoles (Palluault, 2006). Sur le plan socioéconomique, il s'avère que la mise en place de périmètres irrigués performants est bien souvent hors de portée des exploitants agricoles traditionnels du Sud-Est car les conditions d'autorisation de forage et les moyens techniques nécessaires demandent des capacités financières sans commune mesure avec les revenus de la majorité des acteurs ruraux de la région. Cette situation profite à certaines catégories d'acteurs disposant de revenus extérieurs importants et manifeste l'émergence de nouvelles inégalités socioéconomiques au sein du milieu rural. Le développement de l'irrigué est donc au cœur d'enjeux cruciaux et multiples, d'ordre écologique, social, économique et l'avenir du secteur est étroitement lié aux décisions des autorités publiques en terme d'accès aux nappes profondes et de soutien financier aux producteurs agricoles.

– *De nouveaux modes de conduite des troupeaux*

Comme dans de nombreuses zones steppiques du Maghreb (Bourbouze, 2006 ; Abaab et Genin, 2004), les systèmes d'élevage dans le Sud-Est tunisien sont en particulier confrontés à l'avancée des mises en culture sur l'espace pastoral, à la progression de la privatisation du foncier et à l'affaiblissement des pratiques communautaires, mais aussi à la désaffection des jeunes générations pour les activités pastorales (de même d'ailleurs que pour l'agriculture). Ces changements peuvent de surcroît se dérouler dans un contexte d'accroissement marqué des effectifs du cheptel.

Face à ces changements et contraintes, qui s'exercent dans un environnement naturel limitant, deux éléments de stratégies des éleveurs seront mis en exergue ici : la gestion de la mobilité sur un espace pastoral en fragilisation, le recours à l'alimentation complémentaire.

– *La gestion de la mobilité sur un espace pastoral en fragilisation*

On assiste, d'une manière générale, à une réduction des anciens territoires pastoraux via l'emprise d'une agriculture qui morcelle l'espace, réduit les couloirs de transhumance et ampute les parcours des terrains les plus productifs. Cette évolution présente néanmoins des différences, des seuils d'avancement variables entre les gouvernorats de Médenine et de Tataouine.

Dans celui de Médenine, les anciens terrains de parcours de la plaine de la Jeffara ont laissé la place à une mosaïque de secteurs de steppes à la végétation très dégradée et de secteurs de cultures en expansion. Cette transformation donne lieu à une diminution de la biodiversité et une homogénéisation sur le plan floristique avec des espèces de faible valeur pastorale et dont le recouvrement ne permet pas toujours de protéger le sol contre les processus de la désertification (Hanafi et Ouled Belgacem, 2006). Face à ce recul de la complémentarité traditionnelle entre les différentes composantes du milieu et du rôle de la végétation pour le maintien d'un relatif équilibre naturel, les interventions de l'État (aménagement de conservation des eaux et des sols, ...) se sont multipliées pour stabiliser ce

processus de déséquilibre écologique général. L'élevage est aujourd'hui une activité le plus souvent secondaire au sein des exploitations de la Jeffara, même si elle est toujours largement pratiquée, et les troupeaux sont habituellement maintenus grâce aux steppes résiduelles avoisinantes des exploitations. Seule une minorité de grands éleveurs base encore son activité sur l'utilisation des parcours collectifs d'El Ouara, de la Jeffara orientale ou du Dahar. Globalement, l'activité pastorale est génératrice d'un risque accru de surpâturage.

Dans le gouvernorat de Tataouine, l'élevage extensif assorti de pratiques de mobilité conserve un rôle économique majeur et d'immenses espaces de parcours de statut collectif se maintiennent. L'adaptation, via la mobilité, aux variations spatio-temporelles de la pluviométrie et de l'état des ressources pastorales est facilitée pour certaines catégories d'éleveurs par le recours aux camionnettes pour le transport du petit bétail et des aliments complémentaires, et aux citernes tractées pour l'alimentation en eau. Bien que les chiffres varient selon les sources, une augmentation sensible du cheptel (surtout des petits ruminants) est effective au cours des dernières décennies et intervient dans un contexte, d'une part, de diminution des superficies des meilleurs parcours et, d'autre part, d'affaiblissement des modes de gestion communautaire et concertée (mise en défens, etc.). Ces changements se sont conjugués pour créer ici aussi une dynamique d'augmentation de la charge animale et de dégradation des ressources pastorales (Nasr *et al.*, 2000 ; PRODESUD, 2002).

– *Le recours à l'alimentation complémentaire*

Il s'agit là d'un autre grand changement que l'on rencontre dans l'ensemble du Sud-Est. Jusque vers les années 1960, le seul moyen d'adaptation face aux besoins alimentaires des troupeaux en période de sécheresse était la transhumance vers des espaces plus favorisés, pratique s'accompagnant d'un taux de mortalité élevé des animaux et de la nécessité de plusieurs années de recapitalisation pour reconstituer le cheptel.

Dans la région de la Jeffara, l'activité pastorale s'appuie aujourd'hui sur l'utilisation de ressources fourragères locales « produites » (résidus de l'agriculture, luzerne sur périmètres irrigués, cueillette de l'alfa/*gueddinstipa tenacissima*), le recours à ces ressources variant selon les types d'exploitation agro-pastorales (place de l'élevage et composition du cheptel ; capacité de mobilité et d'usage des pâturages et en particulier des grandes zones de parcours ; moyens humains et financiers). Mais l'activité pastorale s'ouvre aussi de plus en plus à l'achat d'aliments achetés à l'extérieur de l'exploitation (foin et concentré), pouvant aller dans certains cas vers des élevages presque de type hors sol. Cette pratique répond au besoin d'adaptation aux aléas pluviométriques et aux périodes de sécheresse (comme durant les années 2000-2003 où l'achat d'aliments pour la survie des troupeaux s'est imposé dans tous les systèmes de production) ; d'une façon générale, la distribution d'aliments achetés est ressentie bien plus comme une contrainte que comme un choix. Le recours aux aliments concentrés

peut aussi s'inscrire, pour certaines exploitations, dans un processus d'intensification de l'élevage lié à une demande croissante en agneaux de boucherie dans la région (Cialdella, 2003).

Dans la région de Tataouine, la complémentation est un « système d'assurance et d'amélioration de la productivité » auquel les éleveurs sont de plus en plus habitués. Les troupeaux (ovins, caprins, camelins confondus) sont en année de sécheresse très fortement complémentés (65%) et le taux reste élevé en année moyenne (48%) ou bonne (18%), PRODESUD, 2002.

D'une manière générale, on assiste à un recours croissant à la complémentation (qui bénéficie de prix subventionnés par l'État en période climatique critique) qui pourrait devenir un facteur d'intensification et de régulation des activités d'élevage mais qui soulève, dans les conditions actuelles, un certain nombre d'interrogations liées à la régularité d'approvisionnement en fourrages et aliments du bétail, à la compétitivité de la production par rapport à d'autres régions d'élevage du pays, à la différenciation marquée des capacités financières entre certains types d'exploitation, à la limite des apports potentiels de l'irrigué dans une région soumise à de fortes contraintes hydriques et à d'importantes concurrences intersectorielles pour la mobilisation et l'exploitation des ressources en eau (Genin *et al.*, 2006 a).

Ces trois grandes évolutions, caractéristiques des dynamiques agraires en cours, induisent en particulier un processus de fragmentation de l'espace rural, de reconfiguration des systèmes agro-pastoraux et une pression accrue sur les ressources naturelles tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif (tendance à la concentration des activités agro-pastorales sur des espaces fermés, etc.). Si la région de Tataouine et des grandes zones de parcours reste le champ de pratiques pastorales extensives, le Sud-Est dans son ensemble est néanmoins soumis au passage, identifié pour la Jeffara, « de stratégies d'adaptation aux risques naturels fondés sur une flexibilité d'utilisation des espaces, une diversification des spéculations et une mobilisation diffuse dans l'espace et dans le temps des ressources naturelles, à des stratégies d'évitement des risques naturels par l'artificialisation et l'intensification d'exploitation des milieux, marquées par une appropriation et un usage individuel des terres, et d'intégration aux dynamiques socio-économiques nationales » (Genin *et al.*, 2006 a). Si ces options, largement promues par les pouvoirs publics, ont eu des résultats manifestes en terme de développement rural, elles n'en génèrent pas moins des risques et défis qui seront abordés plus loin.

3.2 Pluriactivité et migrations

Les ménages ruraux présentent une complexité quant aux sources de revenus et au fonctionnement de l'économie familiale. Les populations du Sud-Est ont de longue date diversifié leurs sources de revenus en complément des activités agricoles, ceci en fonction des opportunités du moment

et des contextes politiques nationaux et internationaux. Dans la région de la Jeffara, 60 à 75% des ménages ruraux ont recours à plusieurs sources de revenus dans des secteurs diversifiés : petits ateliers, bâtiment, activités tertiaires (commerce, transports, tourisme), administration ; seuls 17% des chefs de ménage déclarent que les activités agro-pastorales constituent leur principale source de revenus (Picouet et Sghaier, 2006). Dans la région de Tataouine, un tiers de la population rurale vit essentiellement de revenus extra agricoles et 50% des exploitants agricoles déclarent avoir une autre activité (PRODESUD, 2002).

Dans ce contexte, la mobilité transfrontalière avec la Libye joue un rôle majeur, engendrant une intense dynamique économique (caractérisée par des activités informelles et de contrebande) et sociale (réseaux familiaux et de commerçants) ; cette économie transfrontalière informelle est grosse génératrice de richesse et d'emplois et a contribué à atténuer la marginalisation économique et politique qu'a connue le Sud-Est durant longtemps (cf. l'analyse de Boubakri et Mbarek dans cet ouvrage).

La polyactivité pour la formation des revenus est aussi profondément marquée par l'émigration, certaines collectivités, en zone de montagne particulièrement (Béni Kheddache, Ghomrassen, Chenini, Douiret, Guermessa), ayant de fortes et anciennes traditions migratoires (Nasr, 2004). Les pratiques migratoires présentent ainsi une longue trajectoire historique et font partie de l'identité régionale en entrant dans les stratégies d'adaptation aux contraintes environnementales et économiques. Elles prennent la double forme d'une émigration interne et vers l'étranger (France, Algérie, Libye, etc.). La migration permet l'injection d'importantes ressources financières, l'amélioration des conditions de vie des populations et contribue au maintien de leur ancrage territorial. Mais les perturbations qu'elle engendre sur le plan social (retard de l'âge du mariage, femmes chefs de ménage) et la diffusion d'un nouveau modèle migratoire (départ des jeunes couples avec leurs enfants, mariage du migrant dans la zone de destination) touchent la dynamique démographique de la région. Des signes de vieillissement de la population active et des situations de déficit migratoire interne et externe affectent l'ensemble du Sud-Est, les zones enregistrent les plus lourds déficits externes étant dans leur grande majorité des foyers traditionnels de départ vers l'étranger (cf. l'analyse de Boubakri et Nouri dans cet ouvrage). Ce processus touche également la composition des exploitations agricoles et fragilise les ressorts de l'agriculture familiale avec en particulier une élévation de l'âge moyen des chefs d'exploitation, l'extension des exploitations composées d'un seul noyau familial (recul de la famille élargie) et l'individualisation grandissante dans les stratégies productives et de constitution des patrimoines fonciers.

La configuration du monde rural déborde donc largement la sphère agricole et sa reproduction passe, peut-être encore plus qu'avant, par diverses formes d'activités et de mobilité ; à l'instar de nombreuses zones rurales défavorisées à travers le monde (Abaab et Guillaume, 2004), ces caractéristiques montrent l'ouverture du Sud-Est sur l'environnement extérieur

national et international, son inscription dans des espaces multiples et réticulaires. Mais l'on verra que si la production agro-pastorale est devenue pour nombre de familles rurales une activité parmi d'autres ou secondaire en terme de revenus, elle n'en joue pas moins un rôle encore crucial dans ce contexte de forte pluriactivité.

3.3 Les différenciations des systèmes de production

Il est bien sûr très difficile d'analyser brièvement les systèmes de production agro-pastoraux contemporains dans le Sud-Est, tant leurs structures et leurs fonctionnements sont complexes et diversifiés. Des éléments de typologie et d'identification des trajectoires d'évolution seront présentés pour la Jeffara, où l'emprise de l'agriculture est plus prononcée, et pour la région de Tataouine où l'élevage reste l'activité dominante. Sur cette base, quelques tendances lourdes seront dégagées au niveau régional.

Comme cela a été présenté, les sociétés rurales pratiquaient traditionnellement, en complément de l'élevage extensif, la culture itinérante de céréales en s'adaptant aux conditions et aléas climatiques via des formes de mobilité et de flexibilité et des structures agraires en *openfield*. Ce modèle s'accompagnait en zone de montagne et d'oasis de foyers à dominante sédentaire et agricole. Les grandes lignes d'évolution des systèmes de production sont schématisées dans la figure ci-dessous.

Dans la Jeffara, comme on le constate, les processus de sédentarisation, d'essor de l'arboriculture, de privatisation des terres et d'insertion à de nouveaux réseaux économiques, ont conduit à trois grands types de système :

- système agro-pastoral diversifié (dans lequel une catégorie d'agro-éleveurs en croissance productive est caractérisée par des chefs d'exploitation relativement jeunes),
- système agricole à complément d'élevage articulé au marché (marqué par le développement de l'irrigué avec pour certaines exploitations une plus grande intégration agriculture-élevage),
- système résiduel à dominante pastorale.

Dans les régions plus méridionales du gouvernorat de Tataouine, les trajectoires d'évolution des systèmes de production sont comparables (progression de l'agriculture et de l'irrigué, articulation au marché, précarisation d'exploitations, ...) mais avec une différence essentielle constituée par le maintien de l'élevage extensif comme moteur économique de la région ; ceci combiné bien sûr aux revenus non agricoles tirés de l'émigration. C'est ainsi qu'existe, au contraire de la Jeffara, un système dynamique à dominante pastorale caractérisé par deux types d'exploitations (PRODESUD, 2002) :

- les grands éleveurs (grands troupeaux avec 2 à 3 bergers salariés, forte base agricole, système très motorisé),
- les bergers/éleveurs (association de leur cheptel à des troupeaux pris en pension *khlata*, forte motorisation).

Figure 1 :
Dynamiques des systèmes de production dans le Sud-Est tunisien

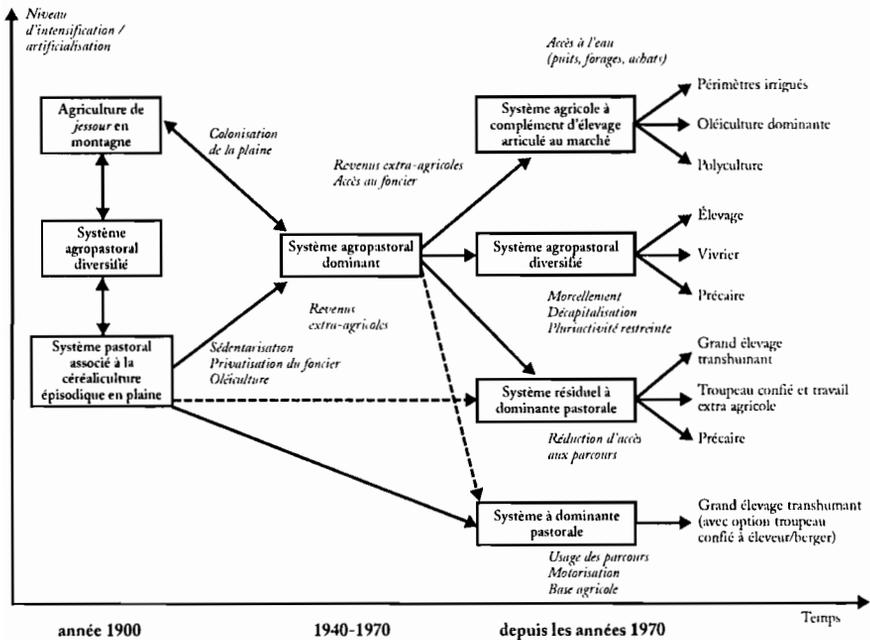


Schéma adapté de L. Rahmoune, 1995 et Genin et al., 2006 a.

Au-delà des différenciations de ces systèmes, qui tiennent aux faciès écologiques locaux, aux spécificités historiques des communautés et à divers facteurs socioéconomiques (accès à l'eau, proximité de centres urbains, opportunités économiques et migrations, etc.), il est possible de dégager quelques lignes de force qui caractérisent l'évolution en cours des dynamiques des systèmes de production et d'usage du milieu dans le Sud-Est :

- de nouvelles conformations des systèmes agro-pastoraux marquées par des transformations dans les modalités d'articulation entre activités pastorales et agricoles et dans des reconfigurations de l'espace rural : processus de privatisation et de marchandisation du foncier, progression de l'arboriculture, fragmentation de l'espace et tendance à une discontinuité accentuée des patrimoines fonciers utilisés par les exploitations ;
- une artificialisation des milieux et une pression quantitative et qualitative accrue sur les ressources naturelles (eau, sols, ressources pastorales) ;
- une tendance à la spécialisation des exploitations, sans doute plus marquée dans la région de la Jeffara (oléiculture, irrigué, formes d'intensification de l'activité d'élevage, ...) ;
- un renforcement de la dualité entre une économie agricole d'auto-subsistance et à dimension patrimoniale et une économie tournée

vers la production marchande, ce phénomène s'accompagnant d'un processus de forte différenciation économique entre les types d'exploitation : exploitants (parmi lesquels de nouveaux acteurs non issus du milieu rural) disposant d'importants revenus extérieurs et investissant dans l'irrigué à haute technicité, grands éleveurs bien adaptés aux débouchés commerciaux, précarisation qui toucherait 15 à 20% des exploitations, etc. ;

- le poids déterminant des activités extra-agricoles et des pratiques migratoires dans les stratégies productives familiales et les capacités de reproduction d'une grande majorité des exploitations rurales.

L'agriculture et l'élevage (dans leurs diverses composantes et combinaisons agro-pastorales) sont ainsi aujourd'hui, dans le Sud-Est, en pleine transition et occupent, dans ce contexte, un statut ambigu. En effet, ces activités sont, pour une large frange des exploitations, insuffisantes pour assurer leur maintien, apparaissant comme un secteur secondaire en terme de ressources familiales ; l'économie régionale peut être caractérisée par l'association entre revenus extérieurs et arboriculture dans la Jeffara, élevage extensif dans les zones plus méridionales du gouvernorat de Tataouine. Mais ces activités continuent néanmoins à jouer un rôle fondamental dans les conditions d'existence et le mode de vie des populations du Sud-Est. Car l'agriculture et l'élevage représentent un domaine essentiel sous une double dimension économique et socioculturelle. D'un point de vue économique, ils constituent un recours en terme de subsistance, de production de richesse et de gestion des risques dans un milieu naturel contraignant et un environnement économique incertain. D'un point de vue socioculturel, la culture de l'olivier (principalement pour les exploitations contemporaines de la Jeffara) et l'élevage (surtout dans les zones méridionales) continuent à représenter pour les familles rurales un fort référent culturel et patrimonial qui anime leur objectif de maintien de l'ancrage territorial.

Les mutations et les caractéristiques actuelles de la production agricole et pastorale et des dynamiques agro-territoriales qui leur sont associées amènent à s'interroger, d'une part, sur la viabilité des processus en cours et, d'autre part, sur des éléments de stratégie pour l'agriculture et l'élevage dans le cadre d'un espace rural de plus en plus plurifonctionnel et d'un développement régional multisectoriel (Genin et *al.*, 2006 b).

4. Devenir de l'agro-pastoralisme et développement régional

Le Sud-Est bénéficie depuis les années 1980 de politiques publiques de développement soutenues en matière d'aménagement et de désenclavement de certaines zones (réseau routier, ouvrages de conservation des eaux et des sols, ...), de mobilisation des ressources en eau (nappes souterraines, ...), d'accès des populations à un ensemble d'infrastructures et services (électrification, desserte en eau potable, scolarisation, santé, ...). Mais ces trans-

formations s'accompagnent aussi de l'émergence ou l'accentuation de risques dont divers éléments ont été révélés dans l'analyse des grandes trajectoires d'évolution des systèmes agro-pastoraux et de la ruralité.

4.1 Une série d'enjeux

Dans un contexte où les stratégies traditionnelles paysannes d'adaptation aux contraintes du milieu s'érodent, le Sud-Est est aujourd'hui confronté à des enjeux de diverse nature portant sur :

– l'état de l'environnement :

La pression sur les ressources naturelles et les milieux continue à s'aggraver, avec une population et des besoins qui augmentent, avec l'arrivée de nouveaux acteurs (irrigué, tourisme, ...) et des concurrences intra et intersectorielles croissantes (allocation de l'eau pour l'urbain /tourisme et l'agriculture, arboriculture et élevage, ...).

– le devenir de l'agriculture familiale à travers ses diverses combinaisons agro-pastorales :

Nombre d'exploitations connaissent des évolutions, tant dans leur composition que dans les usages du milieu, qui pèsent sur leur viabilité : morcellement des terres, discontinuité des patrimoines fonciers, désaffectation des jeunes générations, expansion de l'arboriculture pluviale dans des milieux écologiquement inadaptés, régression de grands parcours et intensification de l'élevage, spécialisations productives, etc. Or l'agriculture familiale, tout en étant une activité bien souvent secondaire en terme de revenus, constitue, d'une part, un recours important en terme de subsistance et de gestion des risques et, d'autre part, un puissant référent culturel et un levier décisif pour le maintien des populations dans leur cadre de vie.

– le développement socioéconomique :

Deux registres peuvent être mis en exergue : le premier concerne le risque de dualisme et de différenciations accrues au sein même du monde agricole avec la précarisation d'une frange d'exploitations et l'émergence de nouveaux acteurs à même d'investir pour l'accès à l'eau, les technologies d'irrigation ou l'acquisition de terres. Ce phénomène rejoint une tendance générale, actuellement observée au sein de l'espace rural tunisien, d'émergence de nouvelles formes de dualisme agraire entre exploitations (Eloumi, 2007). Le second registre est beaucoup plus global et porte sur la difficulté, compte tenu des contraintes de la région, à promouvoir le marché de l'emploi, sachant que l'impact des activités informelles et de l'émigration dépend largement de la conjoncture internationale et de ses variations.

– l'équilibre territorial :

Le développement régional s'est traduit au cours des dernières décennies par l'accentuation des disparités (en matière d'infrastructures, de niveau de

vie) entre l'intérieur de la région et les zones littorales qui ont notamment bénéficié de la création d'importants pôles touristiques (Djerba, Zarzis) ; certaines actions engagées par les pouvoirs publics tendent actuellement à enrayer ce processus.

4.2 Quelques orientations en matière de viabilité écologique et socioéconomique

Compte tenu de la complexité des enjeux et des actions à concevoir et à mettre en œuvre, il est clair que le propos se limite ici à identifier quelques orientations à même de favoriser un développement régional conciliant préservation environnementale, essor économique et équité socio-territoriale. Les orientations, avancées ci-dessous, s'appuient notamment sur l'appréhension du devenir de l'agro-pastoralisme dans le cadre global et intégré des conditions du développement régional ainsi que sur les modalités de conception et de réalisation des projets de développement :

– Le maintien de capacités de flexibilité et de diversité dans les systèmes agro-pastoraux

Face à l'expansion arboricole dans des zones à risque, à la diminution et la dégradation des parcours collectifs les plus productifs, à l'atomisation des espaces ou encore au processus de spécialisation des exploitations, les notions de diversité et de flexibilité semblent centrales pour assurer la gestion des risques en milieu contraignant et la viabilité des systèmes agro-pastoraux. A cet effet, quelques points-clefs de stratégies d'action peuvent être avancés :

- Enrayer le développement de l'arboriculture en sec en dehors de ses limites écologiques et soutenir, dans les zones appropriées, la recherche d'une qualité des produits (principalement pour l'oléiculture) ainsi que l'amélioration des techniques de valorisation des eaux pluviales (en zones de montagne et de piémont).
- Soutenir l'élevage extensif qui représente un pivot majeur de l'économie régionale et remplit, d'une part, une fonction déterminante pour exploiter durablement le milieu naturel et, d'autre part, un rôle central dans la reproduction de nombreuses exploitations de par ses propriétés de pouvoir-tampon en particulier lors des périodes récurrentes de sécheresse. Ce soutien passe par des actions touchant plusieurs domaines : préserver les capacités de mobilité en enrayant notamment des privatisations de parcours et en favorisant l'adaptation des modes traditionnels de gestion collective de ces espaces ; organiser le recours à la complémentation qui induit certainement des difficultés pour certaines exploitations mais constitue aujourd'hui avec la décapitalisation un levier décisif dans la stratégie d'adaptation au risque climatique (PRODESUD, 2002 ; Bourbouze, 2006) ; encourager l'amélioration génétique et renforcer la couverture sanitaire ; améliorer les techniques et les conditions de mise en

œuvre des aménagements pastoraux (mises en défens, plantations) ; etc.

- Limiter les attentes que l'on peut attribuer au secteur de l'irrigué (pour par exemple la supplémentation de l'élevage et sa régulation en mauvaise année) compte tenu de la pression sur des ressources conventionnelles en eau limitées et des investissements financiers nécessaires (techniques d'irrigation à économie d'eau, possibilités de réutilisation des eaux usées traitées, etc.) qui posent également la question du risque de marginalisation accrue des acteurs les plus vulnérables et de développement d'une agriculture à deux vitesses.

– La consolidation de la pluriactivité et l'impulsion de stratégies d'innovation rurale

Comme on l'a vu, le secteur agricole n'est plus la principale activité économique et son développement ne peut être assuré que dans le cadre de la pluriactivité. Les adolescents et jeunes adultes, hommes et femmes, expriment une préoccupation majeure pour l'emploi et des activités génératrices de revenus. Dans une situation où l'attractivité de l'émigration à l'étranger est très forte chez les jeunes hommes, alors même que les politiques migratoires des pays d'accueil se durcissent, la création de nouveaux emplois dans la région (industrie, secteur tertiaire, ...) et la formation professionnelle constituent un défi majeur et complexe pour les pouvoirs publics. Dans le cadre des initiatives et efforts déployés, les stratégies qualifiées d'« innovation rurale » engagées au cours des récentes années peuvent constituer un véritable levier de développement. Ces stratégies s'appuient notamment sur la « production des identités régionales » (cf. l'article de P. Bonte dans cet ouvrage), l'identification de « bassins de vie » potentiellement porteurs de dynamiques sociales et économiques cohérentes et elles privilégient une multifonctionnalité de l'agriculture et de l'espace rural (Campagne, 2000 ; Bassède, 2001 ; Sghaier et al., 2006).

Plusieurs axes d'action sont proposables, qui font d'ailleurs l'objet de projets en cours dont certains seront évoqués :

- La promotion de nouvelles fonctionnalités du monde paysan liées à la préservation des paysages, de la biodiversité, aux préoccupations agro-environnementales et s'appuyant pour partie sur des savoir-faire traditionnels (terroirs en *jessour*, lutte contre l'érosion, ...).
- La valorisation de produits locaux qui passe par la formation, une meilleure organisation de la production et de la commercialisation, la labellisation de « produits de terroir ». Cette production concerne l'agriculture et les ressources végétales (huile d'olive, figue, miel, plantes aromatiques et médicinales, ...), l'élevage (viande d'agneau et de chevreau), l'artisanat (tissage, vannerie, peausserie, ...).
- La restauration et la valorisation de certains éléments du patrimoine bâti et architectural ancien (ksour, habitat, huileries et mosquées troglodytes, etc.)

Ces actions, sous-tendues par un processus de construction patrimoniale,

devraient bien entendu trouver un champ de réalisation propice avec l'essor touristique que connaît actuellement le Sud-Est et plus précisément la promotion de formes alternatives de tourisme (« culturel et écologique ») par rapport au tourisme balnéaire, hégémonique sur le littoral depuis une trentaine d'années. Une telle évolution qui appelle aussi au développement d'un tourisme intérieur, présente un intérêt majeur tant pour la maîtrise du développement touristique que pour la préservation de l'environnement, la création d'emplois, l'équilibre territorial et la cohésion sociale des populations rurales. Le projet Innovation rurale en zones difficiles/IRZOD, actuellement mis en œuvre dans la région de Béni Kheddache, répond précisément à ces objectifs d'actions intégrées autour de l'innovation rurale et des communautés locales (Sghaïer et *al.*, 2006).

Mais qu'il s'agisse d'actions pour la gestion des ressources naturelles, la production agro-pastorale ou pour l'impulsion de nouvelles activités rémunératrices, le choix des acteurs sociaux, leur implication et leur responsabilisation sont capitales pour la réussite des projets.

- La promotion de nouveaux modes de gouvernance

Les politiques de développement rural ont connu en Tunisie des évolutions importantes parmi lesquelles la reconnaissance des communautés de base comme étant des partenaires dans le cadre d'un dispositif et d'une dynamique de développement participatif. Ce processus complexe d'évolution, actuellement à l'œuvre, implique la remise en cause fondamentale d'un fonctionnement descendant, un rôle nouveau de l'État (accompagnement, régulation, ...) dans un cadre plus décentralisé et une responsabilisation du secteur privé et associatif.

Dans ce cadre, il paraît particulièrement déterminant de définir des territoires pertinents pour l'action et d'impliquer, dès l'initiation d'un projet, les populations locales dans un processus de co-construction, de prise de décision partagée et de mode de gestion concertée.

A ce titre, la mise en œuvre du programme PRODESUD, examinée dans cet ouvrage par E. Elloumi dans le cadre d'une analyse globale et d'un diagnostic des changements institutionnels, est particulièrement intéressante. Couvrant la quasi-totalité du gouvernorat de Tataouine et s'échelonnant de 2003 à 2010, ce projet d'envergure porte sur le développement agricole et pastoral, la diversification de l'économie régionale et la promotion de l'initiative locale. Une de ses composantes majeures est la définition d'unités socio-territoriales, conçues comme échelle pertinente pour l'action et le portage de modes de gestion participative.

En conclusion, on peut souligner, d'une part, la fonction déterminante sur les plans écologique, social et économique que peuvent assurer les systèmes agro-pastoraux dans le Sud-Est et, d'autre part, la nécessité d'envisager leurs évolutions et leur gouvernance dans le cadre de politiques de développement intégrées, multisectorielles, territorialisées et participatives.

Références bibliographiques

Abaab A. et Genin D., 2004. « Elevage et politiques de développement agropastoral au Maghreb : quels enseignements pour la définition de nouvelles problématiques de recherche-développement », in Picouët M. et al. (éd.), *Environnement et sociétés rurales en mutation. Approches alternatives*, Paris, IRD (Coll. Latitudes, 23), pp. 341-358.

Abaab A. et Guillaume H., 2004. « Entre local et global : pluralité d'acteurs, complexité d'intervention dans la gestion des ressources naturelles et les politiques de développement rural », in Picouët M. et al. (éd.), *Environnement et sociétés rurales en mutation. Approches alternatives*, Paris, IRD (Coll. Latitudes, 23), pp. 261-290.

Albergoni G. et Pouillon F., 1976. « Le fait berbère et sa lecture coloniale : l'extrême Sud tunisien », in Morniot H. (éd.), *Le mal de voir, Cahiers Jussieu n°2* - Université de Paris VII, Paris, Union Générale d'Édition (coll. 10/18), pp. 349-396.

Bassède J., 2001. « Vingt ans de développement rural dans l'Hérault. De la prise en charge du développement immédiat par le local à la prospective d'un développement durable intégré », in *Milieu rural, agriculture familiale. Itinéraires méditerranéens* (Hommages à P. Campagne), Montpellier, CIHEAM-IAM/RAFAC, pp. 435-446.

Ben Oueddou H. et Troussat P., 2004. « Aménagements hydrauliques dans le Sud-Est tunisien », in *Contrôle et distribution de l'eau dans le Maghreb antique et médiéval*, Collection de l'École Française de Rome, 19 p.

Bourbouze A., 2006. « Systèmes d'élevage et production animale dans les steppes du nord de l'Afrique : une relecture de la société pastorale au Maghreb », in *Sécheresse*, vol. 17, n°12, pp. 31-39.

Campagne P., 2000. Texte de conclusion, in *Agricultures familiales et développement rural en Méditerranée*, Paris, Karthala-CIHEAM, pp. 607-616.

Cialdella N., 2003. « Diversité des modes de conduite des troupeaux de petits ruminants et place de l'élevage dans le fonctionnement et la reproduction des systèmes exploitation-famille », in *Rapport scientifique de l'équipe Ressources pastorales et dynamiques des usages agropastoraux*, programme « La désertification dans la Jeffara tunisienne : pratiques et usages des ressources, techniques de lutte et devenir des populations rurales », IRA-IRD, pp. 30-55.

Elloumi M., 2007. « Agriculture et développement rural en Tunisie. Les nouvelles formes d'organisation de l'agriculture familiale », in Akesbi N. et al. (éd.), *Devenir de la société rurale, développement économique et mobilisation sociale. Hommage à Paul Pascon*, Rabat, Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II, pp. 359-376.

Genin D., Hanafi A. et Cialdella N., 2006. « L'agriculture dans la Jeffara : entre permanences et bouleversements, quelle place dans les systèmes de production ? », in Genin D. et al. (éd.), *Entre désertification et développement. La Jeffara tunisienne*, Tunis, Cérès éditions, IRD, IRA, pp. 179-195.

Genin D., Guillaume H., Romagny B, Sghaier M., 2006 b. « Du devenir de l'agropastoralisme à un développement multisectoriel régional : quelles perspectives », in Genin D. et al. (éd.), *Entre désertification et développement. La Jeffara tunisienne*, Tunis, Cérès éditions, IRD, IRA, pp. 267-280.

Guillaume H. et Nouri H., 2006. « Sociétés, dynamiques de peuplement et mutations des systèmes de production traditionnels », in Genin D. et al. (éd.), *Entre désertification et développement. La Jeffara tunisienne*, Tunis, Cérès éditions, IRD, IRA, pp. 79-96.

Guillaume H., Genin D. et Nouri H., 2006. « Entre jessours, oliveraies et steppes : des dynamiques agro-territoriales en question », in Genin D. et al. (éd.), *Entre désertification et développement. La Jeffara tunisienne*, Tunis, Cérès éditions, IRD, IRA, pp. 217-233.

Hanafi A., Genin D. et Ouled Belgacem A., 2004. « Steppes et systèmes de production agropastorale dans la Jeffara tunisienne : quelles relations dynamiques ? », 12th Reunion of the FAO-CIHEAM sub-network on Mediterranean Pastures and Fodder Crops, Jerba, Tunisie, 28-31/10/2002, in *Options Méditerranéennes* n°62, pp. 223-226.

Hanafi A. et Ouled Belgacem A., 2006. « Les formations végétales et l'impact de l'emprise agricole sur leur dynamique », in Genin D. et al. (éd.), *Entre désertification et développement. La Jeffara tunisienne*, Tunis, Cérès éditions, IRD, IRA, pp. 57-67.

Louis A., 1979. *Nomades d'hier et d'aujourd'hui dans le Sud tunisien*, Aix-en-Provence, Edisud, 334 p.

Nasr N., 2004. « Agriculture et émigration dans les stratégies productives des jbalia du Sud-Est tunisien », in Picouët M. et al. (éd.), *Environnement et sociétés rurales en mutation. Approches alternatives*, Paris, IRD (Coll. Latitudes, 23), pp. 248-257.

Nasr N., Ben Salem M., Lalaoui Y., Benissad J., Medouni Y., 2000. « Mutation des systèmes d'élevage et de gestion des parcours collectifs en zones arides : El Ouara de Tataouine (Tunisie) », in *Sécheresse*, vol. 11, n° 2, pp. 93-100.

Office de Développement du Sud, 2003. *Etude de la branche oléicole dans le Sud tunisien. Diagnostic et perspectives de développement*. Ministère du Développement et de la Coopération internationale, AGORA 2000, projet de coopération tuniso-italienne, Tunisie, 67 p. + annexes.

Palluault S., 2003. *Le développement des périmètres irrigués privés en Jeffara : une alternative face à la rareté de l'eau ?* Mémoire de DEA Géographie et pratique du développement, Université Paris X-INAPG, 150 p.

Palluault S., 2006. « Les modalités d'inscription des politiques publiques de l'eau en milieu aride : Enjeux, Pratiques, Régulations. Le cas du Sud-Est tunisien », in Actes de la III^{ème} Conférence internationale sur les ressources en eaux dans le Bassin méditerranéen, 1-3 novembre, Tripoli-Liban, version Cd, 14 p.

Picouët M. et Sghaier M., 2006. « Dynamiques socio-démographiques et pluriactivité », in Genin D. et al. (éd.), *Entre désertification et*

développement. La Jeffara tunisienne, Tunis, Cérès éditions, IRD, IRA, pp. 165-178.

Programme de développement agro-pastoral et de promotion des initiatives locales du Sud-Est/PRODESUD, Rapport de pré-évaluation, 2002. Fonds International de Développement Agricole/FIDA - Ministère tunisien de l'Agriculture.

Rahmoune L., 1995. *Dynamique des systèmes agraires du Sud-Est tunisien : cas de la presqu'île de Jorf*. Mémoire de DEA Géographie et pratique du développement, Université Paris X-INAPG, 96 p.

Romagny B., Guillaume H. et Sghaier M., 2003. « Accès et usages de l'eau dans la Jeffara tunisienne : quelques réflexions sur le devenir des populations rurales », in Actes du colloque Gestion du risque en eau en pays semi-aride, ADENIT-SHF-ENIT-INAT, Tunis, 20-22 mai, pp. 235-242.

Sghaier M., Abaab A. et Campagne P., 2006. « L'expérimentation de nouvelles approches de développement local et de gestion participative des ressources naturelles », in Genin D. et al. (éd.), *Entre désertification et développement. La Jeffara tunisienne*, Tunis, Cérès éditions, IRD, IRA, pp. 303-313.

Développement rural Environnement et Enjeux territoriaux

Regards croisés
Oriental marocain
et Sud-Est tunisien

SOUS LA DIRECTION DE

Pierre BONTE
Mohamed ELLOUMI
Henri GUILLAUME
Mohamed MAHDI



SOUS LA DIRECTION DE

Pierre BONTE
Mohamed ELLOUMI
Henri GUILLAUME
Mohamed MAHDI

Développement rural, Environnement et Enjeux territoriaux

Regards croisés Oriental marocain
et Sud-Est tunisien



ISBN 978-9973-19-737-5
© Cérés Éditions, 2009
6, rue Alain Savary - 1002 Tunis
BP 56 Tunis-Belvédère
www.ceres-editions.com